

Frigon au sujet de la possibilité d'installer un poste récepteur dans l'Ouest afin de constater si nous pourrions, cette année, capter les signaux d'Angleterre.

Les normalisations du matériel de transmission et de réception sont encore à l'état expérimental. On peut cependant dire qu'une unité de transmetteurs de télévision avec l'outillage et les accessoires, à part la bâtisse et l'antenne, coûterait environ un demi-million de dollars. Les postes récepteurs à l'usage des maisons privées se vendent couramment à Londres et quelque peu moins à New-York, et à ce dernier endroit, l'échelle des prix pour ces appareils va de \$200 à \$700. On estime qu'il en coûterait \$4,000 par heure pour la production d'un programme. A moins qu'on ne puisse utiliser, pour remplir les programmes de télévision, des films cinématographiques peu coûteux, il sera extrêmement dispendieux de donner tous les jours de nouveaux programmes utilisant les services d'artistes en chair et en os. On constatera par là que même pour desservir un ou deux des grands centres métropolitains, la télévision demanderait, à l'heure actuelle, une mise de fonds formidable. En tenant compte du coût élevé de l'outillage et de la production, ainsi que de la portée limitée de la télévision à son stade actuel, on peut affirmer sans se tromper qu'au point de vue économique la chose n'est pas encore praticable au Canada.

Je suis informé qu'en Grande-Bretagne la vente des appareils récepteurs de télévision n'a pas rapporté ce qu'on en attendait. D'un autre côté, le vice-président de la National Broadcasting Company m'a dit, à New-York, l'autre jour, après avoir assisté à la radiovision du film "*The March of Time*" que, dans son opinion et dans l'opinion de sa compagnie, la télévision constituait probablement le plus grand moyen de publicité et de propagande mondiales. La radiovision à laquelle j'ai assisté visait M. Roosevelt, on l'y voyait prononçant son discours, on assistait à des interviews avec des chauffeurs de taxi, des ouvriers d'usine et autres passants à travers la capitale et on les entendait dire ce qu'il pensaient du président des Etats-Unis. Je confesse qu'assis dans l'obscurité de la salle, en voyant les traits mobiles de sa physionomie et en écoutant les accents de sa voix, je me disais que toute cette radiovision constituait un fort thème de propagande en faveur de M. Roosevelt.

En ce qui concerne le bureau des gouverneurs de la Société Radio-Canada, sa ligne de conduite consiste à n'aliéner aucun des droits ressortissant au domaine public en matière de télévision en faveur des postes radiophoniques privés ou d'autres entreprises fondées dans un but de lucre.

Je regrette beaucoup que le rapport annuel ait mal fait voir notre attitude en matière de télévision. C'était en réalité l'extrait d'une résolution adoptée il y a deux ans. A cette époque tous les brevets canadiens concernant la télévision appartenaient au Pacifique-Canadien. On tenta, je crois, d'obtenir certains permis et la seule chose que nous avons voulu empêcher, c'est que des compagnies filiales s'occupant de télévision se constituent en corporations. Nous avons adopté cette résolution en ces termes alors que nous n'avions en vue que la construction de stations émettrices de télévision. Malheureusement, certaines personnes, surtout dans l'Ouest canadien, l'ont interprétée comme si nous nous opposions aux recherches scientifiques. Nous n'avions nullement cette intention, bien entendu; nous désirions plutôt donner le plus grand encouragement possible aux recherches scientifiques, pourvu qu'elles n'exigeassent pas le privilège de transmettre des signaux par télévision. La Société ne se propose pas de nuire aux recherches scientifiques.

On ne peut rien désirer de mieux que la réduction, à la suite de recherches, du coût de la télévision, soit par des changements apportés aux méthodes actuelles, soit par la découverte de principes nouveaux de nature à révolutionner les procédés employés. Toutefois, il est nécessaire, dans l'intérêt public, d'empêcher qu'il se produise une exploitation fautive sous le couvert de l'expérimentation. Le public